

Canada, honneur de l'Occident

L'Arabie saoudite a expulsé l'ambassadeur du Canada à la suite d'un tweet de son ambassade exprimant la préoccupation du Canada devant la campagne d'arrestations touchant des activistes des droits de l'Homme et des militantes féministes et demandant la "libération immédiate" de Samar Badaoui, sœur du blogueur emprisonné Raïf Badaoui, récemment arrêtée, de la militante Nassima al-Sadah et des autres militants incarcérés...

Nul doute que l'intention du pouvoir wahhabite est de dissuader, par l'exemple, ses alliés de toute velléité d'immixtion sur la question des droits de l'Homme dans son pays. Ce silence intéressé et timoré devrait pourtant constituer une attitude intenable pour des puissances démocratiques. Mais depuis la montée des idéologies protectionnistes et nationalistes, la question démocratique n'est plus qu'une fonction symbolique dans les relations internationales. En particulier, quand ces relations concernent un "partenaire stratégique". L'Occident tient donc bon et évite, par tous les silences, de ne pas s'aliéner le premier producteur de pétrole et premier client de son industrie militaire. Malgré ses accès de répression dont le dernier s'est soldé par de nombreuses arrestations dont des dizaines femmes, au mois de mai !

Le régime saoudien exerce un supplément de verrouillage contre toute revendication ou expression venant "de la base" sous prétexte d'une réforme graduellement introduite "d'en haut". Pour le prince héritier Mohamed Ben Selmane, l'enjeu est de réformer, en effet, pour réduire la pression interne et externe sur le système dynastique des Ibn Saoud sans toucher au principe et à la réalité de son pouvoir total. Or, la famille royale sait que toute évolution concédée à la lutte de "la base" comporterait une part de concession sur son pouvoir. Dans cette stratégie de défense du système, Riyad ne souhaiterait pas que l'extérieur vienne relayer la protestation bâillonnée de l'intérieur.

Il n'est, cependant, pas sûr qu'en choisissant, opportunément, le Canada pour se montrer intraitable sur le principe de la souveraineté — si utile à la "stabilité" des dictatures — l'Arabie saoudite a renforcé sa stratégie de "containment" contre les critiques démocratiques qu'elle suscite. L'un des maillons faibles, en termes d'échanges commerciaux, parmi ses partenaires, s'avère aussi être l'un des plus attachés à la défense universelle des droits humains. La ministre des Affaires étrangères l'a confirmé dès le début de la crise diplomatique : "Notre politique étrangère, basée sur des valeurs, notre soutien aux droits humains et aux droits des femmes, est une partie essentielle de ce que nous sommes lorsque nous parlons au nom du Canada", a-telle déclaré, ajoutant que son pays "défendra toujours les droits humains au Canada et dans le reste du monde".

D'ailleurs, le régime saoudien a déjà usé — plus discrètement — de cette stratégie de la menace économique avec la Suède, il y a quelques années, et avec l'Allemagne, il y a quelques mois.

Combien de temps le reste du monde peut-il continuer à se voiler la face sur ce Moyen-Âge résiduel que constituent l'Arabie saoudite et les Émirats du Golfe ?

M. H.